- Arrêt civil -

A

17/06/1998

Audience publique du dix-sept juin mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Numéro 20714 du rôle.

Composition :

Irène FOLSCHEID, premier conseiller, président,
Monique BETZ, premier conseiller,
Marie-Anne STEFFEN, conseiller,
Nico EDON, avocat général,
Manon AREND, greffier.

Entre :

A.) , employé, demeurant à L- (...) d'Ettelbruck, demeurant actuellement à L- (...)

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Jean-Claude STEFFEN d'Esch-sur-Alzette en date du 27 mars 1997,

comparant par Maître Pierrot SCHILTZ, avocat à Luxembourg,

et :

L- (...) B.) veuve C.) , hôtelière, demeurant à

intimée aux fins du prédit exploit STEFFEN,

comparant par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par exploit d'huissier du 2 février 1995, **A.)** a fait donner assignation à **B.)** à comparaître devant le tribunal civil de Luxembourg pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 100.000.- francs du chef d'une donation reçue pour son compte en 1969 avec les intérêts à partir de 1969, ainsi qu'une indemnité de procédure de 20.000.- francs sur base de l'article 131-1 du code de procédure civile.

Par jugement du 6 décembre 1996, le tribunal s'est déclaré incompétent « ratione valoris » pour connaître de la demande principale, tandis que la demande basée sur l'article 131-1 du code de procédure civile a été déclarée non fondée.

De ce jugement, qui a été signifié le 25 février 1997, **A.)** a régulièrement relevé appel par exploit d'huissier du 27 mars 1997.

A l'appui de son appel, **A.)** fait exposer ce qui suit :

En 1969, **D.)** a remis à feu **C.)**, époux de l'intimée la somme de 700.000.- francs à charge de la répartir entre ses sept enfants.

Les époux **C.)-B.)** étaient mariés sous le régime de la communauté universelle, de sorte que **B.)** a recueilli l'intégralité de la succession de son mari.

Lors d'une comparution des parties devant le juge de paix dans le litige opposant un des frères de l'actuel appelant à sa mère, celle-ci a reconnu que feu son mari avait reçu le montant en question avec charge de le répartir entre ses sept enfants, à moins que l'argent soit, en cas de besoin, investi dans l'hôtel exploité par la famille **(...)**, auquel cas les fonds seraient répartis entre les enfants dès que la situation financière de l'entreprise le permettrait.

Sur base d'un rapport d'expertise établi en cause, **B.)** a été condamnée par jugement du tribunal de paix de Luxembourg du 4 octobre 1987 à payer à **C.)**, frère de l'appelant, la somme de 100.000.- francs par paiement échelonnés sur dix mensualités avec les intérêts légaux à partir de la demande en justice jusqu'à solde. Ce jugement a été confirmé sur appel par un jugement du 27 juin 1991.

Tout comme en première instance, l'intimée oppose à la demande de **A.)** l'incompétence ratione valoris et elle soutient que l'affaire aurait dû être portée devant le juge de paix.

A.) s'oppose à ce moyen et affirme que sur base de l'expertise précitée l'argent est dû au moins depuis 1974 et il soutient que depuis cette date, il a régulièrement demandé oralement à sa mère de lui payer la somme litigieuse avec les intérêts.

Il offre ce fait en preuve par comparution personnelle des parties sinon par témoignage.

Aux termes de l'article 2 du titre préliminaire du code de procédure civile, pour l'évaluation de la demande par rapport aux règles de compétence razione valoris, il y a lieu d'ajouter au principal, le cas échéant, les intérêts, arrérages, fruits, dommages et intérêts échus ou dus au jour de la demande.

En l'espèce, l'appelant soutient que sur le principal de 100.000.- francs les intérêts sont dus à partir de 1969, date de la donation litigieuse, soit à partir de 1974, année depuis laquelle l'entreprise familiale, ayant bénéficié de l'investissement de la somme de 700.000.- francs, a réalisé des bénéfices et il évalue le montant de ces intérêts échus à 200.000.- francs, respectivement 175.000.- francs qui s'ajouteraient au principal de 100.000.- francs.

Le taux de compétence doit être fixé d'après la valeur de la chose réclamée par le demandeur et non de celle contestée par le défendeur. (Encyclopédie Dalloz V° Appel n° 64)

Pour écarter l'évaluation faite par le demandeur, il faut qu'elle soit arbitraire et frauduleuse, et cette évaluation arbitraire, dans le but de déjouer les règles de compétence « razione valoris », doit apparaître dès un bref aperçu des faits de la cause. (Cour 9.7.1996 n° 17889 du rôle)

En l'espèce, il résulte des longs développements en droit faits par les premiers juges pour écarter les prétentions de l'appelant portant sur les intérêts échus, que l'évaluation faite par lui de sa demande ne saurait être qualifiée d'arbitraire ou de frauduleuse.

Il s'ensuit que c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés incompétents razione valoris pour connaître de la demande de (A.), de sorte que le jugement entrepris doit être réformé.

L'évocation étant facultative en la matière, la Cour n'entend pas en l'espèce évoquer le fond du litige.

Les deux parties concluent à l'allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 131-1 du code de procédure civile.

La demande de l'intimée de ce chef est à rejeter, étant donné qu'elle a succombé dans le litige et qu'elle doit de ce fait être condamnée à l'entière des frais et dépens.

La demande de l'appelant est également à rejeter, étant donné qu'il n'a pas établi en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge les frais autres que les frais de justice.

PAR CES MOTIFS :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit l'appel ;

le déclare fondé ;

infirme le jugement entrepris ;

déboute l'appelant et l'intimée de leurs demandes basées sur l'article 131-1 du code de procédure civile ;

dit que les frais et dépens de première instance sont réservés ;

condamne l'intimée à tous les frais et dépens de l'instance d'appel et en ordonne la distraction au profit de Maître Pierrot SCHILTZ qui la demande, affirmant avoir fait l'avance desdits frais et dépens ;

renvoie les parties devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, autrement composé.